Ex-Yougoslavie : l'alibi d'impuissance, la logique de l'inertie

Emmanuel Wallon*

L'INVECTIVE est inutile mais les euphémismes n'ont plus cours. Depuis que ses principaux promoteurs ont porté le coup de grâce au plan Vance-Owen, l'accusation de lâcheté qui leur est adressée manque sa cible. La description d'un camp occidental pusillanime, divisé, pétri de doutes et perclus de crainte, que les dirigeants serbes abuseraient grâce à leur terrible habileté manœuvrière, injurie l'intelligence. Car il ne s'agit plus de stigmatiser des faiblesses mais de désigner une politique dont la triste logique commence à se faire jour.

Face aux chefs de guerre

Des divergences sérieuses, des rivalités de personnes, sont certes intervenues entre Dobrica Cosic, Slobodan Milosevic, Radovan Karadzic et leurs alliés. On ne saurait en déduire qu'en tentant de les exploiter, les gouvernements européens et la diplomatie américaine n'ont pas saisi la cohérence d'ensemble du projet grand serbe et la complémentarité des rôles joués par ses personnages, alors qu'elles apparaissaient en clair à tant d'analystes, de journalistes, d'acteurs de l'aide humanitaire. Il est hautement improbable que les principaux acteurs de la crise hors du théâtre des opérations, François Mit-

* Maître de conférences en science politique à Paris X-Nanterre. Auteur de *A continent ouvert, les politiques culturelles en Europe centrale et orientale*, Paris, Documentation française, 1992.

terrand, John Major, George Bush et maintenant Bill Clinton, leurs ministres et leurs conseillers respectifs, ignoraient ce que leur répètent tous les observateurs : que le temps sert les agents de la « purification ethnique » par le sang, quels qu'ils soient. Et comment croire qu'au contraire de leurs opinions publiques ils aient confondu bourreaux et victimes, que ces hommes lucides aient pris pour une confuse mêlée tribale des batailles où se joue le sort de la coexistence pacifique des peuples et, peut-être, de la démocratie sur l'ensemble du continent ?

Prise en charge des réfugiés, contrôle de l'embargo sur la Serbie et le Monténégro, surveillance de l'espace aérien bosniaque, parachutage de vivres et de médicaments sur les villes assiégées, déploiement accru de « casques bleus », défense des enclaves menacées... A la longue une règle a fini par se dégager : sous prétexte de ne pas envenimer une situation qui se dégradait pourtant à vue d'œil, les Occidentaux se sont chaque fois résolus à contretemps et comme à contrecœur aux mesures susceptibles de soulager les populations bosniaques, quand ils auraient pu auparavant les entreprendre avec de meilleures garanties d'efficacité.

Dès les premiers tirs à l'arme lourde, la disproportion des rapports de forces compromettait la crédibilité de leur discours d'équilibre. Certes ils n'ont pas manqué de constance ni de nobles raisons pour prohiber l'armement des Musulmans et de ceux qui incarnent avec eux la sauvegarde d'une société pluriethnique. Mais sitôt qu'elle tendait à impressionner des agresseurs dûment outillés, ils s'employaient à différer l'hypothèse d'une frappe sur leurs batteries, leurs relais logistiques ou leurs postes militaires avancés.

L'axe Paris-Londres

La France et la Grande-Bretagne n'avaient pas su prévoir et négocier l'inéluctable éclatement de la fédération yougoslave. A leur décharge il faut admettre que ce processus se déroulait parallèlement au bouleversement de l'ensemble soviétique, dont la désintégration les inquiétait encore davantage. Alors que le conflit grondait déjà entre Slovènes et fédéraux, entre Serbes et Croates, leurs chancelleries se rendirent doublement coupables d'anachronisme.

D'abord elles parièrent sur la réforme des vieilles structures étatiques, sans s'aviser que le gouvernement d'Ante Markovic, plein de bonnes intentions mais dénué d'autorité comme de réserves financières, glissait dans le fossé qui se creusait entre les conservateurs de l'appareil bureaucratico-militaire de Belgrade et les nationalistes

serbes d'un côté, les démocrates slovènes et les indépendantistes croates de l'autre. Auraient-ils pu le sauver, lui permettre de maîtriser une dissociation en douceur, en *alliant* une aide économique, propre à rassurer les Yougoslaves de toutes origines sur les chances de leur intégration à l'Europe communautaire, à des exigences précises en matière de droit des minorités ? La générosité des Douze et leur célérité ne furent pas à la hauteur de l'enjeu. Leur meilleure contribution, consistant à confier à une commission présidée par Robert Badinter la rédaction d'un code de respect des individus et des nationalités (que seule la Macédoine devait vraiment honorer) survint alors que la Fédération agonisait.

Des pressions allemandes s'exerçaient depuis quelques temps en faveur d'une reconnaissance rapide des républiques. A Paris comme à Londres, certains y décelèrent – et y lisent encore – la marque d'une inclination typiquement teutonne envers la conception ethnique de la nation ; d'autres identifièrent là le dessein d'un empire en voie de reconstitution. Passons sur ce que le premier argument contient lui-même de suspicion ethnique inavouée et sur l'étonnante discordance du second avec l'œcuménisme officiel de Maastricht. L'un et l'autre négligent les faits suivants. La RFA, mais aussi l'Autriche et l'Italie, dotées de nombreux résidents d'ascendance croate, percevaient mieux que leurs voisins les rumeurs de la guerre et les premiers appels des réfugiés. Elles commençaient à leur ouvrir les portes, plus largement que la Grande-Bretagne et la France ne le consentirent jamais, soit par crainte de voir l'opinion leur prêter l'oreille, soit par volonté d'asseoir une interprétation restrictive de l'asile. Enfin nulle alternative juridique ne s'offrait, hormis la légitimation d'un pouvoir central réduit chaque jour davantage à la merci de politiciens chauvins et de généraux agressifs. Ces derniers pouvaient travestir leurs agissements en Croatie en simples opérations de police, tant que la communauté internationale ne confirmait pas la souveraineté de cette république, et donc des autres. Londres et Paris s'y résolurent comme à un moindre mal, en sachant que les Serbes s'apprêtaient à porter le fer en Bosnie-Herzégovine.

Les Douze ayant retrouvé leur précieuse unité, les officiels de l'Élysée et de Downing Street se gardèrent de rallumer cette mauvaise querelle durant l'année de guerre sauvage qui suivit. Ceux qui le firent à leur place contribuèrent, parfois en toute bonne foi, à dissimuler un changement de perspectives radical : l'acceptation résignée, mais jamais récusée par des actes, par la France, le Royaume-Uni et l'ensemble de leurs alliés, de la logique ethnique de ces États-nations reconstitués que sont la Serbie et la Croatie.

Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, Londres et Paris se sont révélés peu enclins à pratiquer des positions

de fermeté susceptibles d'imposer le respect à Belgrade, Knin, Pale, Banja Luka ou Mostar. Mené en termes assez caricaturaux – Munich ou Dien Bien Phu ? – sur leurs scènes politiques et médiatiques respectives, le débat sur le principe d'une intervention y a brouillé la discussion des finalités et des modalités concrètes de l'ingérence. En définitive, le lourd dispositif qu'ils entretiennent au sol, dans sa vulnérabilité sans cesse soulignée et de par son coût impudemment affiché, leur a fourni un excellent alibi.

Pareille combinaison de charité et de passivité dans l'art militaire, d'ardeur et de complaisance dans l'action politique, mérite de passer à la postérité sous le nom de ligne Mitterrand-Major ou Hurd-Dumas, afin de garder mémoire de ceux qui l'ont illustrée au premier rang. Cependant il serait injuste de leur imputer entièrement une responsabilité qu'ils ont assumée pour l'ensemble des grandes puissances.

Équivoques à Washington et New York

Ses hommes peuvent faire preuve de générosité et d'opiniâtreté, les convois qu'elle escorte et les moyens médicaux qu'elle apporte de concert avec le Haut Commissariat aux réfugiés ont beau procurer un ultime secours aux désespérés, la FORPRONU n'en a pas moins montré lors des mois écoulés que son action accompagnait l'entreprise d'épuration sans vraiment la contrecarrer. Plusieurs fois les blindés blancs en furent réduits à creuser des fosses communes et les « casques bleus » à distribuer des linceuls en plastique.

Certes les dangers pesant sur les troupes anglaises et françaises, mais également espagnoles, canadiennes, ukrainiennes etc., en cas de recours à la force de la part de la communauté internationale – après des avertissements circonstanciés, exclusivement contre des objectifs militaires, à l'écart des zones de dense peuplement et seulement sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine – ne devaient pas être sous-estimés. Quelque doute que l'on puisse nourrir sur la détermination des Serbes à pratiquer une sorte de suicide collectif en attaquant de front les détachements d'une coalition des pays les plus riches et les mieux armés de la planète, nul n'est autorisé, s'il ne paye de sa personne, à peser froidement la vie des soldats de l'ONU contre ces innombrables existences que les nationalistes continuent de détruire. Le risque de voir Moscou se désolidariser de l'Ouest pour former un axe orthodoxe avec Belgrade ne pouvait être tout à fait exclu non plus malgré le succès de Boris Eltsine aux référendums d'avril, quoique à vrai dire les tergiversations occidentales aient plutôt accru la marge de manœuvre des réactionnaires russes.

Encore faut-il comparer ces périls à ceux qu'encourent l'Europe et ses peuples si Milosevic, Seselj et le « commandant Arkan » se croient autorisés à appliquer au Sandjak, en Voïvodine, au Kosovo, des principes auxquels nul ne se sera opposé en Bosnie, ruinant ainsi la fragile paix macédonienne et éveillant à leur tour les fantasmes de Grande Croatie, de Grande Hongrie, de Grande Albanie, de Roumanie homogène, de Slovaquie pure, de Bulgarie « historique », de Russie impériale, et ainsi de suite.

La diplomatie allemande s'est assagie en même temps que la polémique sur la reconnaissance des républiques de l'ancienne Yougoslavie. Soucieux d'économie, entravé dans ses missions extérieures par une loi fondamentale dont le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe n'a qu'à peine élargi l'interprétation, le gouvernement fédéral a dû borner ses prétentions. *Last but not least*, les États-Unis savaient fort bien qu'ils confortaient les préventions de Londres et de Paris aussi longtemps qu'ils refusaient d'envoyer des troupes sur place. Cette abstention relativise la sincérité des plus énergiques déclarations américaines.

Avec un peu de recul, la distribution des rôles entre les Occidentaux et les Russes semble à peu près aussi perfectionnée que celle qui prévaut entre les dirigeants serbes et leurs malheureux adversaires croates (hélas complices en certaines méthodes, ainsi que dans leur désir de répartir les dépouilles de la Bosnie). Il n'y a dès lors plus lieu de parler de réticences ou de divergences à l'égard d'une éventuelle intervention militaire, mais bien du choix solidaire et délibéré d'une option qui n'osa pas d'emblée dire son nom.

La chronique officielle suggère qu'à deux doigts d'obtenir un accord des trois parties autour du plan Vance-Owen, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité auraient soudain cédé devant l'intransigeance des Serbes bosniaques. En fait, de résolution de principe en mesure d'attente, de communiqué ambigu en franche reculade, ils ont jalonné le chemin qui menait à l'abandon de cette Bosnie unitaire qu'en application de leurs propres normes ils avaient admise à l'ONU un an plus tôt.

État-nation et État-territoire

Des hiérarques chinois on connaît l'indifférence aux souffrances des populations civiles, la conception qu'ils illustrent au Tibet ou ailleurs du droit des minorités nationales. Des anciens apparatchiks russes on sait la conversion récente et encore très incomplète à cette

notion, s'agissant des Tatars, des Ingouches, des Evenks et de beaucoup d'autres. Il est aussi notoire que les leaders américains subissent à échéances fréquentes la tentation du repli, surtout quand de mauvaises querelles commerciales les opposent à leurs amis européens. Les gens du Pentagone ont réalisé après leurs aventures irakiennes, puis somaliennes, que le leadership militaire des États-Unis s'affichait mieux en hauteur, avec ses prouesses techniques, son effet politique et ses bienfaisantes retombées économiques, que sur l'ingrat plancher des vaches. Mais pourquoi les démocrates français et britanniques, avec la plupart de leurs partenaires européens, sociaux-démocrates et conservateurs confondus, s'accommodent-ils d'un processus si nuisible politiquement et moralement si indécent, aux portes de leur Communauté ? Le vieux fond jacobin des uns, l'obsession irlandaise des autres ne suffisent pas à expliquer pareille incapacité à défendre les chances d'une république pluriethnique.

Plusieurs d'entre eux l'ont prouvé en lâchant des cris d'indignation ou en accomplissant des gestes dignes d'estime, qui n'ont pas nettement infléchi les positions officielles : les hommes politiques, les diplomates, les militaires de Londres et Paris ne sont pas des monstres de cynisme ou de couardise. Mais la doctrine dont ils ont hérité à l'issue de plus de deux siècles d'immixtion de leurs gouvernements dans les troubles balkaniques les prédispose à accepter des solutions radicales de partage des territoires, fondées sur l'autorité des États constitués plutôt que sur l'autonomie des minorités.

Quand de tels schémas se furent imposés avec de nombreux déplacements de populations à la clef, lors du congrès de Berlin en 1878, pour le traité de Bucarest en 1913, les traités de Versailles, de Sèvres, de Neuilly et de Trianon de 1918 à 1920, ainsi qu'aux conférences de Téhéran et Yalta en 1943 et 1944 (où la France ne siégeait point), leurs prédécesseurs ne s'étaient pas embarrassés de circonlocutions. Les limites des États, modelées selon l'intérêt majeur des vainqueurs, déterminaient le contour des nations ; chacun restant maître chez soi, les régimes ainsi légitimés réglaient à leur guise le statut des minorités. Les tracés sur la carte importaient donc davantage que la liberté des peuples et le sort des communautés. La frontière encadrait le droit comme la page porte le texte de loi. Malgré le travail préalable de la Commission Badinter, d'inspiration vraiment nouvelle, l'influence de la vieille conception demeure perceptible dans la démarche suivie par les négociateurs de Genève (après Londres, avant New York, puis Athènes) avec l'appui des principales instances de la communauté internationale. Mort ou vivant, le plan Vance-Owen n'est pas un plan, mais une carte muette.

Les silences de la carte

La géographie, selon Hérodote, sert d'abord à faire la guerre. Elle ne suffit pas pour y mettre fin. Le tracé des provinces bosniaques imaginé par les co-présidents de la conférence de paix sur la base de majorités ethniques relatives et approximatives a été publié dans toute la presse. Il a été assorti de principes constitutionnels que les représentants des entités autoproclamées serbe et croate de Bosnie-Herzégovine désapprouvent au fond, et qui, sur le papier, feraient de cet État un hybride instable de fédéralisme et de décentralisation. Mais où peut-on lire les résolutions qui le rendraient viable ? Dans chaque province, quelle que soit sa forme réelle, les premières élections porteraient au pouvoir les intransigeants du camp dominant, serbe, croate ou Musulman. Leurs députés respectifs devraient se retrouver au sein d'un parlement national où les tortionnaires d'hier et leurs amis côtoieraient les parents des suppliciés.

Comment seront composées les instances chargées d'arbitrer les conflits de compétence et d'autorité qui surgiront sur le moindre dossier ? Quelle force intimera aux organes régionaux le respect des prérogatives nationales ? Quels tribunaux trancheront les litiges entre citoyens des différentes régions et des diverses nationalités d'une même région ? Qui arrêtera et jugera les criminels de guerre de chaque camp ? Comment garantir le droit au retour des réfugiés ? Comment indemniser les familles spoliées et sur quelle base ? De quels recours disposeront les minorités en cas d'entrave à leurs libertés de travail, de voyage, de culte, d'expression, d'éducation, ou de restriction à l'exercice de leur citoyenneté ? Toutes ces questions ne trouvent leur réponse que dans un système de garanties internationales, faute duquel les composantes de cet État auront tôt fait de reprendre les armes et les milices de dicter leur loi. Ce que vaut la signature d'une faction en l'absence de contrainte sérieuse, les Serbes de Croatie l'ont montré en bafouant les accords supervisés par Lord Carrington, les Croates de Bosnie centrale et, parfois, les Musulmans eux-mêmes, en violant à diverses reprises leurs conventions mutuelles.

La guerre a arasé la société civile. Les violences incontrôlées, les meurtres et les viols prémédités ont extirpé l'idée de coexistence de la plupart des consciences. Le bombardement méthodique de Sarajevo, ville que les Serbes n'ambitionnaient pas de prendre mais dont ils entendaient briser le symbole, a ruiné jour après jour la construction politique d'un État bosniaque au service des citoyens plutôt que des communautés. Serait-il enfin observé qu'un cessez-le-feu général ne restaurerait pas par enchantement sa vigueur à un

tel projet, compromis dès son éclosion en novembre 1990, lorsque les trois quarts des électeurs bosniaques apportèrent leurs voix aux partis nationaux rivaux. Ce rêve de paix ne pourrait lentement prendre corps et souffle que sous la tutelle des autorités internationales. Sans la présence, intense et durable, de forces impartiales d'interposition et de police, de médiateurs et de magistrats étrangers, d'éducateurs et de coopérants techniques, agrémentée d'une aide financière massive aux fins de reconstruire les cités et de relancer les unités de production, un document constitutionnel, signé ou non, validé ou pas, reste un papier facile à froisser.

Les bailleurs de fonds du « nouvel ordre » planétaire croyaient pouvoir gérer en rentiers l'entrée sur le marché libre des pays à économie dirigée. Les déficits internes et le ralentissement de l'activité grevant leurs budgets, leurs ressources se restreignent au moment où ils commencent à mesurer l'ampleur de l'effort qu'il faudrait consentir afin de préserver le caractère heureux de cette transition. D'incertaines conjectures électorales, des préoccupations de court terme ont suffi à persuader certains de leurs responsables, les Français tout particulièrement, de n'accueillir qu'un nombre infime de ces prisonniers de guerre et réfugiés dont les ministres déploraient publiquement le drame. Consentiront-ils à payer des années durant, sans doute au-delà de l'an 2000, le prix d'un tel dispositif de contrôle et d'assistance, dont le contingent militaire, même porté à 70 000 hommes suivant une évaluation de Boutros Boutros-Ghali, ne représenterait qu'une avant-garde ? Leur comportement passé et présent permet d'en douter, ainsi que de la signification pratique de leur soutien aux postulats du plan Vance-Owen.

De petit tracé...

Les Serbes ont toujours offert de conclure à moindres frais. Dès que ces derniers eurent provoqué le début des hostilités, les experts militaires occidentaux savaient que les autres composantes bosniaques ne seraient pas en mesure de s'opposer sérieusement à leur avance. C'était si vrai que sur la plupart des fronts ils progressèrent plus vite et plus loin qu'ils ne l'avaient projeté, empochant une précieuse monnaie d'échange en vue des négociations finales. Ce ne sont pas principalement des difficultés militaires qui les ont retenus au bord des poches musulmanes de Bosnie orientale et septentrionale, mais la nature et la densité du peuplement, dont à elles seules les techniques de « purification ethnique » rodées dans les villages ne permettaient pas de venir à bout. C'est pourquoi les commandants serbes sont pas-

sés maîtres dans l'art d'impliquer l'ONU et le HCR dans l'évacuation de ces zones, en se permettant par surcroît de paraître magnanimes.

Quoiqu'ils n'aient perdu aucune opportunité de les critiquer, ce ne sont donc pas ses dispositions juridiques qui ont empêché les Serbes bosniaques de ratifier le document de Genève. A ce degré d'imprécision, forts de la licence d'interprétation et d'action que leur ont toujours concédée les responsables internationaux, ils étaient déjà assurés de poursuivre leur œuvre d'homogénéisation et d'assimilation. Ainsi que, dans une moindre mesure, la « croatisation » au sud et au centre du pays, la « serbisation » continue dans les territoires conquis, grâce à des méthodes plus discrètes – mais pas toujours moins brutales – que celles appliquées le long des lignes de front et que les Musulmans à leur tour sont condamnés à emprunter pour élargir leurs réduits. Faute de garanties institutionnelles imposées par l'ONU, la politique du fait accompli devrait persister une fois la « paix » signée, afin de consacrer la toute-puissance des autorités locales, puis leur allégeance à la Yougoslavie maintenue.

En attendant, pourquoi les Serbes de Bosnie n'affermiraient-ils pas leur avantage sur la carte comme dans les esprits, en laissant leur allié et mentor de Belgrade poser en médiateur ? A travers leurs interminables consultations les Occidentaux les ont aidés à retenir le char du soleil, le temps d'achever la bataille.

Car c'est le moindre défaut des diplomates de préférer la stabilité à la justice. Lestée encore par l'épisode chypriote de 1974, l'expérience leur enseigne qu'entre des populations déchirées une frontière passe plus aisément, est mieux observée et moins onéreuse à contrôler qu'une règle commune. Or la frontière, bien qu'artificielle et inique, les canons serbes la fabriquent, et il est plus facile aux négociateurs d'en discuter le détail que d'en contester le principe.

Peu importe pour l'instant de savoir qui s'est rallié à ce calcul sur le tard, contre son gré, et qui l'avait esquissé au premier coup de feu. « Tout dépendra de l'évolution sur le terrain », déclarait en toute sincérité Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, après la conférence de Londres en 1992. La barbarie guerrière a soulevé le cœur des dirigeants occidentaux les plus blasés, mais leur notion de la raison d'État les incitait à accepter le point de vue serbe, parce qu'il se conforme au modèle déposé de l'État national, autrement viable en pratique que le concept bosniaque mort-né.

Il ne leur sera pas très difficile de concilier cette forme de réalisme avec leur sainte horreur de toute modification des tracés issus de la Seconde Guerre mondiale. La réunification allemande a fourni un précédent en matière de remaniement et Belgrade les invite depuis trois ans à regarder les limites entre Républiques d'ex-Yougoslavie comme un artifice administratif hérité de Tito.

...en grande frontière

Le conflit a aussi pour enjeu de fixer les contours d'une nouvelle frontière collective. Au cours des siècles, l'Europe occidentale a pris l'habitude d'abriter sa sécurité derrière un rempart. La vieille doctrine consistant à confiner la menace n'est pas morte avec le pacte de Varsovie. La ligne de démarcation a bougé alors que changeait la qualité du danger. Au lieu de séparer l'Ouest du camp soviétique ou assimilé, elle tend maintenant à l'isoler d'une aire de pauvreté et de précarité, d'un champ ouvert à la rivalité des bandes, des milices et des armées. Rien, pas même les accords de coopération signés avec eux, ne matérialise autant l'appartenance au cercle des intérêts immédiats des Occidentaux, que cette disposition qu'ils manifestent à intervenir autrement qu'en paroles ou par l'intermédiaire de délégations humanitaires. Les Polonais, les Hongrois, les Tchèques et les Slovènes peuvent se rassurer sur ce point, ils seront vraisemblablement admis dans le périmètre fortifié. Hors les murs, les Slovaques, les Roumains, les Bulgares et les Croates doivent encore s'interroger sur leur sort. Les Macédoniens, les Kosovars et les Albanais ont raison de s'inquiéter, au même titre que les peuples de l'ancienne URSS, car il ne leur a pas été clairement promis de refuge. Quant aux Musulmans bosniaques et autres Yougoslaves inclassables, ils n'entrent pas dans les schémas imposés par ces pénibles circonstances... Hier les Juifs, demain les Tsiganes ? L'histoire malmène les peuples que la géopolitique méconnaît.

Il ne s'agit pas d'accabler les hommes politiques occidentaux. Ceux qui se targuent d'assumer les hautes responsabilités songent certainement à la multiplication des champs d'assistance de par le monde. Ils comparent le bilan de leur expédition en Irak, provisionnée sur des réserves de pétrole, des actifs financiers et des avoirs auprès de pays tiers, aux comptes déficitaires de la mission de l'Apronuc au Cambodge et de l'opération « Restaure Hope » en Somalie. Ils savent ce qu'ils ont laissé faire au Soudan et se méfient de l'exemple que d'autres peuples aux abois pourraient invoquer demain en Afrique, au Proche-Orient, dans le Caucase. Leurs émules ou leurs concurrents d'esprit plus léger ont appris, à travers la consultation des électeurs et des sondés, à considérer les affaires de l'humanité à échéance de trois ans maximum. Poltronnes ou téméraires, leurs déclarations ne visent guère au-delà. La conversion instantanée des nouveaux ministres Alain Juppé et François Léotard à cette version de la raison d'État est à un modèle du genre.

Les uns comme les autres se prononcent sur fond de chômage et de récession. Regrouper et cantonner les réfugiés afin qu'ils ne vien-

nent pas grossir les rangs des immigrés, empêcher le débordement d'hostilités touchant aux zones d'investissement direct, classer les chefs d'État suivant la fermeté de leur assise plutôt que selon la moralité de leurs actes, traiter certains effets criants du mal en renonçant à prévenir son développement : ces objectifs minimaux qu'aucun élu n'ose avouer, sauf à l'extrême droite, bénéficient de l'aval muet d'une vaste majorité du public occidental, avant tout soucieux de préserver son fragile niveau de vie.

Une opposition-témoin

Depuis qu'à travers Osijek et Vukovar, la « petite guerre » est devenue grande et ignoble, malgré Sarajevo et Srebrenica, les protestations des écrivains, les mises en garde des journalistes, les appels de personnalités, la générosité même des donateurs, le courage des « casques bleus », des médecins sans frontières et des convoyeurs d'aide alimentaire n'ont pas démenti ce consentement à l'accomplissement de l'horreur qui, honteux, coupable et secret, sourdait de la société. A Paris, les manifestations successives ont rarement rassemblé plus de 3 000 personnes, dont une bonne proportion de Yougoslaves d'origine. Les foules réunies à Washington, Londres, Francfort, Madrid, Genève restent sans comparaison avec les cortèges levés, voici quelques années – un siècle ! – par les causes argentine ou polonaise.

Obnubilés par leur refus viscéral d'une partition ethnique dont ils redoutaient qu'elle poursuive son cours absurde avec l'aval des autorités internationales, les mouvements de citoyens, les nombreuses associations, les quelques partis et les rares syndicats mobilisés contre la guerre ont travaillé en ordre dispersé. Le devoir d'éclairer la conscience universelle étant à Paris une charge assez disputée, des questions de préséance et des jalousies bien naturelles ont perturbé l'effort fédérateur de revues telles qu'*Esprit* et la *Règle du jeu*. Les puissants ressorts de la délégation médiatique en usage dans la vie politique moderne ont joué dans ce cas contre toute faculté de rassemblement, le coup de gueule tendant à l'emporter sur l'analyse et le commentaire de plateau sur l'action collective. Malhabiles à traduire leur indignation en revendications concrètes à l'égard des gouvernements, les protestataires ont involontairement alimenté le discours d'impuissance qui se répandait jusque dans les cercles politisés. Déjà ils avaient tardé à s'accorder sur la nécessité de désigner l'agresseur principal et d'admettre une hiérarchie des responsabilités entre nationalistes serbes, croates et Musulmans.

L'idée d'opposer la force à la violence heurtait la conviction pacifique de la plupart des militants. Leurs sympathies vis-à-vis de la société mélangée des villes bosniaques, leur relative indifférence aux clivages du monde rural et leur méfiance instinctive envers l'idée de compromis contenue dans le plan Vance-Owen les ont en outre empêchés d'attacher l'opinion au projet d'une Bosnie composite mais vivable.

En France et au Danemark, au Royaume-Uni comme en RFA, un large débat sur l'Europe de demain a pu se dérouler sans que les parties en présence n'aient à se prononcer clairement sur l'avenir des Balkans. C'est sous ce silence bien plus que derrière les arguments tactiques que les gouvernants se sont abrités pour temporiser.

Les charmes de la double conscience

Car à quelques dizaines ou centaines de kilomètres du vrai champ de bataille, un combat faisait rage dans les consciences de la paisible Europe des Douze. Pas entre l'action et l'inaction, non, celui-ci est en passe d'être réglé, mais entre la sensibilité et l'impassibilité, la culpabilité et la responsabilité. En cela consiste le difficile apprentissage de l'égoïsme au cœur du village global. Voir et savoir sur le moment, mais ne pas bouger, éprouver sans décider, c'est la dure loi de l'ubiquité télévisée. Avoir la conscience à vif et rester prostré, telles sont les qualités que réclame la fin d'un siècle assez chargé. Prendre pour de l'information consommable et périssable des données qui devraient changer la perception du monde, voilà le nouveau défi d'une génération pourtant férue de mémoire et éduquée dans l'ambition. Il ne s'agit pas moins que de consacrer l'application bornée dans l'espace de principes et de droits dont l'universalité s'avère fastidieuse à gérer.

L'Occident essaye d'apprendre l'indifférence après avoir enseigné la tolérance et la liberté. Gouvernements, médias et opinions confondus s'entraînent à opérer une distinction circonspecte entre ce qui les interpelle (comme on dit) et ce qui les implique. Depuis la guerre du Golfe on l'a compris : les indices du marché en fournissent le premier critère. Si cette adaptation réussit, si cette souplesse de sentiment finit par s'imposer sur le terrain hautement symbolique de la définition politique et géographique de l'Europe, il sera relativement aisé de la mettre en œuvre face à d'autres injustices sollicitant la volonté collective, dans le tiers monde ou même à domicile.

La passivité douloureuse des masses s'est combinée à l'impuissance théorisée des intellectuels, tout en se reflétant dans l'attentisme gouvernemental, lui-même travesti en suspense. Cela constitue davantage qu'un tissu de faiblesses : un système infernal.

L'unique moyen de l'enrayer, c'est de rallonger la visée, d'agir pour éviter le pire à venir, après avoir laissé se produire des drames prévisibles.

La diplomatie onusienne s'apprête à geler d'abord, à entériner plus tard, le partage sauvage qui confine les Musulmans et autres Bosniaques impurs dans un État-croupion coincé entre Grande Croatie et Grande Serbie. Il lui faudrait davantage d'envergure pour qu'il soit interdit de conclure : ONU lave plus blanc.

Il dépend encore des grandes puissances qu'un espoir perce la nuit des exilés, avant qu'ils ne songent au terrorisme pour échapper à l'oubli. Il dépend également d'elles que cessent au plus tôt les épreuves des prisonniers et des assiégés. Elles seules peuvent proscrire l'intimidation, voire l'extermination des autres composantes nationales de la Serbie, casser la promesse des nationalistes serbes d'achever au Kosovo la croisade qui fut amorcée là-bas, et conjurer ainsi une nouvelle guerre impliquant la Macédoine, l'Albanie et leurs voisins.

Aucun règlement pacifique ne saurait perdurer si les chefs serbes sont autorisés à jouir des dividendes de la terreur, ou si les miliciens croates de l'« Herzeg-Bosna » gardent la latitude de brûler des maisons musulmanes. Doublé de fortes mises en garde, un déploiement de nouveaux bataillons, américains et russes notamment, suffirait sans doute pour faire taire les batteries qui surplombent Sarajevo ainsi que pour desserrer l'étau autour des autres enclaves. Pour transformer la carte ethnique, forcément insatisfaisante, en véritable projet de cohabitation, sans mesquine considération de dépense, il est d'abord nécessaire de récuser en actes le primat du plus fort. Non contents d'avertir Belgrade des conséquences très sérieuses d'une épuration au Sandjak ou au Kosovo, d'envoyer sur place des observateurs et des missions de coopération, il importe d'exiger la restauration des droits individuels et collectifs des habitants. Il est aussi urgent de reconnaître la Macédoine sans chichis, sous un nom qui ménage l'honneur de ses populations et sous un drapeau qui épargne la susceptibilité des Grecs. Enfin il importe d'aider plus franchement ceux qui, de l'intérieur, luttent contre le régime social-chauvin (ou national-mafieux, comme on voudra) des Milosevic, Seselj et Arkan.

Il se fait tard en effet dans le siècle. Jamais trop tard pour secouer toute fascination morbide à l'égard d'un désastre annoncé.

Emmanuel Wallon